

Greenpeace dénonce la destruction de la forêt boréale canadienne par certains groupes papetiers

Un rapport publié le 20 août dernier dresse la liste de 35 sociétés se fournissant auprès de groupes papetiers dont les pratiques de gestion forestière sont dénoncées.

Décidément, le Canada, qui rechigne à signer les accords de Kyoto, se distingue en matière de mauvaises pratiques environnementales.

Un rapport de Greenpeace, dévoilé le 20 août 2007, révèle l'identité de plus de 35 grandes compagnies canadiennes, américaines et européennes (principalement des éditeurs et distributeurs) qui encouragent la destruction de la forêt boréale du Québec et de l'Ontario afin de fabriquer des produits de consommation courante.

Wal-Mart, BestBuy, Rona, Sears, Toys « R » US Coles/Indigo, Harlequin Books, Time Inc., Penguin books US, Waz Essen et Office Max font entre autres partie des entreprises qui achètent du bois ou de la pâte à papier à des compagnies ayant de mauvaises pratiques forestières telles qu'Abitibi-Consolidated, Bowater Kruger, ou encore SFK Pâte, une importante papetière. Livres, revues, dépliants publicitaires, journaux et bois d'œuvre sont donc fabriqués à partir d'arbres coupés dans les dernières zones de forêts intactes du Québec et de l'Ontario, affirme Greenpeace dans ce rapport intitulé *Destruction en chaîne : Rapport sur les principaux responsables du pillage de la forêt boréale*.

En publiant ce rapport, Greenpeace identifie publiquement les clients des compagnies forestières récalcitrantes. Ces compagnies forestières et leurs clients conduisent à la destruction des derniers massifs de forêts intactes de la forêt boréale du Québec et de l'Ontario, l'une des dernières forêts anciennes du monde. À ce jour, moins de 15 % de la forêt boréale du Québec demeure intacte.

Ainsi, Greenpeace enjoint les marchés internationaux à agir en faveur de la protection de la forêt boréale. L'accent doit être mis sur la forêt boréale du Québec et de l'Ontario où, respectivement, moins de 5 % et 9 % de la forêt est protégée contre le développement industriel. Greenpeace demande donc aux papetiers Abitibi-Consolidated, Bowater et Kruger de collaborer à mettre en réserve des territoires de haute valeur de conservation.

Les gouvernements du Québec et de l'Ontario sont également passablement écorchés pour avoir manqué à leurs devoirs de gérer la forêt dans l'intérêt public.

On y apprend également que plus de 68 % des territoires sous droits de coupe de ces compagnies forestières sont fragmentés ou rasés à blanc – une superficie équivalant à 200 000 km², soit 545 fois la superficie de Montréal ou 3 fois et demie la taille de la Nouvelle-Écosse. Enfin, Greenpeace s'en prend également aux très durs et interminables conflits entre les Premières nations et ces quatre compagnies forestières.



Plus de 41,9 milliards de \$ de produits forestiers sont exportés chaque année, la majeure partie provenant des pratiques destructrices de ces compagnies dans la forêt boréale du Québec et de l'Ontario. Greenpeace demande aux clients corporatifs de ces quatre compagnies forestières de suspendre temporairement leurs contrats famineux, le temps que des compagnies prennent des mesures concrètes sur le terrain pour protéger la forêt.

Finalement, Greenpeace appelle les marchés internationaux à tout faire pour infléchir la situation au Québec et en Ontario.